

MÉMOIRE OUVRIÈRE PIRAILLONNE

Par Michel WOTKIEWICZ
Lyponne, printemps 2019

Sommaire :

- 1 – Germinal en Ondaine
- 2 – Claude Liogier
- 3 – René Mathevet
- 4 – La mémoire ouvrière pirailonne : un cocon loin d'être dévidé
- 5 – In memoriam (mon concitoyen) Joseph Cancade

Sources : diverses, notamment cégétistes et cédétistes.

Remerciements : à l'Institut d'Histoire Sociale CGT de la Loire ainsi qu'à François et Pierre MATHEVET.

*« Partout la faim, Roubaix, Aubin, Ricamarie,
La France est d'indigence et de honte maigrie,
Si quelque humble ouvrier réclame un sort meilleur
Le canon sort de l'ombre et parle au travailleur. »*

Victor Hugo (*Aubin et Misère*)

1 – GERMINAL EN ONDAINE

Le bassin stéphanois fut un des berceaux du syndicalisme français. Animateur de la grève des mineurs de la Ricamarie qui se termina tragiquement par la fusillade du Brûlé, Michel RONDET devint en 1881 le secrétaire du tout nouveau syndicat des mineurs de la Loire et en 1883 fut nommé par acclamations secrétaire général de la Fédération Nationale des mineurs de France qui venait de se créer. En 1887, la même année que celles de Paris et de Marseille, est créée la Bourse du Travail de Saint-Etienne, la troisième donc en France. Placées sous le signe de la solidarité, les Bourses du travail étaient des centres de formation, des bibliothèques, des bureaux juridiques. En cas de grève, les ouvriers pouvaient bénéficier de l'aide de la caisse de secours, voire d'une soupe communiste, d'une aide aussi pour la recherche d'un emploi (d'où le nom de Bourse du Travail).

En 1892 est créée à Saint-Etienne la Fédération Nationale des Bourses du Travail, d'inspiration anarchiste. Trois ans plus tard, à Limoges, elle fusionne avec la Fédération Nationale des Syndicats, d'inspiration guédiste, c'est-à-dire marxiste qui, elle, s'était constituée à Lyon en 1886. La CGT (Confédération Générale du Travail) est donc née de la fusion de ces deux Fédérations. Contre la progression du marxisme et de l'anarchisme, un certain nombre de chrétiens réagissent, avant même la publication de l'Encyclique Rerum Novarum (Les Choses Nouvelles) du pape Léon XIII, encyclique qui définit ce que l'on va désormais appeler la doctrine sociale de l'Eglise. Des syndicats catholiques apparaissent ici ou là, sous l'impulsion de prêtres ou de frères, tels ceux de la Congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes fondée au 17^{ème} siècle par Jean-Baptiste de la Salle (les Frères ne sont pas des prêtres, ce sont en quelque sorte des intermédiaires entre les prêtres et les laïcs).

Parmi ces syndicats, celui des employés du commerce et de l'industrie fondé en 1887 jouera un rôle moteur dans la création de la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) en 1919. Mais on se doit de noter qu'il avait eu au moins un frère aîné, celui des passementiers de Saint-Etienne, créé en 1886.

Il convient de rendre hommage à une autre association ouvrière dont on parle moins mais qui est terriblement nécessaire : la Fédération Nationale des Mutilés du Travail aujourd'hui rebaptisée Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH). Elle fut fondée par un cégétiste vellave, Jean-Baptiste MARCET (1883-1964). Venu travailler à Saint-Etienne, il devint secrétaire du syndicat CGT des maréchaux-ferrants, puis secrétaire-adjoint de la Bourse du Travail. Une grave blessure l'entraîna vers une variante du syndicalisme : la défense des victimes du travail. La Fédération qu'il a créée a changé de nom, mais son siège est toujours à Saint-Etienne comme il l'avait souhaité.

Après ce bref et incomplet rappel, présentons maintenant deux syndicalistes ligériens qui ont eu quelques attaches pirailloises : Claude LIOGIER, un cégétiste, dont un ouvrage fut traduit en plusieurs langues, notamment en Chinois, et René MATHEVET, qui fut un acteur majeur dans la déconfessionnalisation de la CFTC devenue CFDT.

2 – Claude LIOGIER, dit André PHILIPPE (1906-1965)

Au début du 20^{ème} siècle, Saint-Julien-Molin-Molette atteignait son pic démographique. Pourtant l'exode vers la dépression Gier-Furan et la vallée du Rhône était déjà important. La famille LIOGIER ne devait pas y échapper. Claude était né à Saint-Julien, où son père s'occupait d'une modeste boulangerie coopérative rue Neuve. En 1909, la famille descendit s'installer à la Ricamarie où elle acheta une boulangerie située en face de la statue de Michel RONDET en tenue de travail, une figure emblématique du mouvement ouvrier qui accompagna Claude LIOGIER tout au long de sa vie. Deux événements importants vont aussi orienter sa vie. Suite à la Première Guerre Mondiale et à la Révolution russe de 1917, la majorité des Socialistes abandonnent la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) au Congrès de Tours en 1920 et créent la Section Française de l'Internationale Communiste ou Parti Communiste. En 1922, les syndicalistes révolutionnaires (communistes et anarcho-syndicalistes) abandonnent la CGT où ils sont minoritaires et créent la CGTU (Confédération du Travail Unitaire). Les parents de Claude faisant partie des habitants de Saint-Julien-Molin-Molette résolument anti-religieux, Claude est mis à l'école publique de la Ricamarie. Il va ensuite à l'école professionnelle de Firminy où il obtient un CAP de forgeron. Il commence alors une vie professionnelle mouvementée et même chaotique en raison de son militantisme syndical et politique, mais essentiellement comme ouvrier métallurgiste dans la première partie, notamment aux usines VERDIE à Firminy (usines devenues ensuite la Compagnie des Aciéries et Forges de la Loire puis Creusot-Loire), chez Citroën à Paris où il sera secrétaire du syndicat CGT, dans des aciéries et forges entre Sochaux et Belfort, usines où il mènera les grèves au moment du Front Populaire.

En 1923, il avait adhéré à la CGT et au PCF ; il fonde les Jeunesses Communistes à Firminy, ce qui lui vaudra d'être nommé correspondant local du journal L'Humanité. A ce titre, il sera envoyé en URSS



Claude LIOGIER (Philippe)
1906-1965

Photo extraite du livre : *Des confréries de chapelle au syndicalisme révolutionnaire*
de Jean-Claude MONTAGNE -Syndicat du Livre CGT de Saint-Etienne- 1978

durant l'hiver 1928-1929. Ses articles ayant été remarqués par Paul VAILLANT-COUTURIER, le rédacteur en chef, il est embauché à L'Humanité, mais en raison de ses activités politiques, il est arrêté et emprisonné. Revenu à Firminy en 1940, il entre dans la Résistance et adhère au Front National, une organisation regroupant des formations proches du PCF et dont un certain Jean-Marie Le Pen a plus tard usurpé et détourné le nom. De 1946 à 1956, il travaille comme journaliste au Patriote de Saint-Etienne puis, après la disparition de ce quotidien communiste, à La Tribune Républicaine. Fatigué par une vie tumultueuse, il meurt d'une crise cardiaque en 1965 et est enterré à Saint-Etienne.

Claude LIOGIER semble avoir été un homme discret, attachant, mais au caractère entier. Ainsi, partisan de la ligne « classe contre classe », il eut des mots très durs contre son camarade Pétrus FAURE, ouvrier mineur puis métallurgiste et maire du Chambon-Feugerolles dès 1924 (exclu du PCF en

1929, FAURE adhéra à la SFIO et fut maire du Chambon, à l'exception de la période de la guerre, jusqu'en 1971. Il fut même aussi député de 1932 à 1940). Claude LIOGIER se fâcha aussi avec Jean NOCHER, un compagnon en Résistance devenu un ami. Cette brouille fut fracassante et homérique. Jean NOCHER fut le premier secrétaire départemental des MOUVEMENTS UNIS DE RESISTANCE de la Loire, directeur du journal L'Espoir en 1944, député RPF (gaulliste) de 1950 à 1953. C'était un pamphlétaire redoutable). Claude LIOGIER regretta ensuite cette brouille.

Journaliste, Claude LIOGIER entra aussi en littérature et écrivit quelques ouvrages vraisemblablement inspirés par ce qu'on a appelé le « réalisme socialiste ». Son premier roman, L'Acier, fut récompensé par un jury où siégeaient notamment ARAGON et Paul NIZAN. Mais son œuvre la plus notoire est indiscutablement Michel RONDET, une biographie romancée de ce mineur qui fut traduite en plusieurs langues de l'Europe de l'Est et même en Chinois. Michel RONDET (1841-1903) fut l'animateur de la grève des mineurs de La Ricamarie en 1869, grève qui se termina tragiquement par la fusillade du Brûlé (13 morts dont une femme et un enfant) et qui fut une des sources de l'inspiration de ZOLA quand il écrivit Germinal, même si l'on sait qu'il s'inspira principalement de la grève d'Anzin dans le Nord en 1884. En écrivant Michel RONDET, Claude LIOGIER décrit non seulement la vie dans le bassin de l'Ondaine à la fin du Second Empire, mais évoque aussi sans le dire la grève des mineurs du bassin stéphanois en 1947 et 1948 et mesure par là même le chemin parcouru. Certes il y a eu des morts à Firminy comme il y en avait eu à La Ricamarie, mais le flambeau levé par Michel RONDET a été repris par un autre mineur, Maurice THOREZ, et les rêves mutualistes et syndicaux de RONDET semblent devenus une réalité en URSS - que la Chine à l'époque est sur le point de suivre. En 1949 toujours, le PCF se mobilise pour célébrer le 70^{ème} anniversaire de STALINE et des quantités considérables de cadeaux sont collectés dans tout le pays. Claude LIOGIER donne un exemplaire de son livre, auquel il joint un portrait en soie tissée de Michel RONDET et des photos des grèves de 1869 et de 1947-1948, avec également une lettre qui fut publiée dans Le Patriote du 1^{er} Décembre 1949 : « Le rêve de cet homme était de faire de tous les ouvriers des frères et pour cela il avait organisé « la Fraternelle » qui participa à toutes les luttes ouvrières et paya un lourd tribut à la juste cause du Prolétariat. Le rêve de RONDET est devenu grâce au Parti Bolchévique, grâce à vous STALINE, une réalité bien vivante ! »

Comment ne pas penser en lisant ces lignes au roman La Folie des miens, où Jean-Pierre CHABROL consacre un chapitre aussi désopilant qu'ému et émouvant à une grand-mère cévenole qui tricote un bonnet de laine qui sera si précieux au « petit père des peuples » qui vit dans un pays si froid !

Claude LIOGIER avait enfin en tête d'écrire un ouvrage sur l'histoire sociale de la Loire. Décédé prématurément, il ne laissa que des notes que son épouse confia à Jean-Claude MONTAGNE, un camarade du Syndicat du Livre CGT de Saint-Etienne qui mit ces notes en forme et en fit un ouvrage intitulé : Des confréries de chapelle au syndicalisme révolutionnaire. Cet ouvrage fut publié en 1978 par le Syndicat du Livre CGT de Saint-Etienne et est sans doute introuvable aujourd'hui. Du reste, si l'auteur parle de Saint-Etienne, de la vallée de l'Ondaine et de celle du Gier, de la plaine du Forez et du bassin roannais, il ignore son Pilat natal.

Mais parce qu'il concerne la soie qui a marqué notre région, nous en citerons un très court extrait. Pour le comprendre, il faut savoir qu'au milieu du 18^{ème} siècle, Saint-Chamond était devenu le centre régional du moulinage avec comme corollaire un trafic de soie appelé « le piquage d'onces ». Voici

donc un extrait de la sentence de la juridiction consulaire des Arts et Métiers en date du 20 Juin 1769 : « Antoinette Rival est condamnée à être attachée au carcan pour l'exécution de haute justice pendant deux jours de marché, un jour à la place publique des Terreaux à Lyon, un jour à la place publique de Saint-Chamond, ayant écriteau devant et derrière portant ces mots : "Piqueuse d'onces. Acheteuse de soie volée." A être fustigée nue de verges et flétrie à l'épaule dextre d'un fer chaud en forme de la lettre V et ensuite être enfermée le reste de ses jours dans une maison de force. »

C'était aux portes du Pilat, vingt ans avant la prise de la Bastille !

3 – René MATHEVET (1914- 1994)



René MATHEVET est né le 10 Mars 1914 à Saint-Etienne et est mort le 8 Septembre 1994 à Montélimar des suites d'un accident de la route. Comme il l'avait souhaité, il fut enterré 4 jours plus tard à Saint-Julien-Molin-Molette, village dont était originaire sa seconde épouse, Xavérine POULY (1926-2018), une ouvrière du textile rencontrée lors de leurs activités syndicales. Il l'avait épousée en 1950, ayant perdu un an auparavant sa première compagne, Lucienne Linossier, avec qui il avait eu trois enfants. Xavérine, une femme moderne et engagée, devint leur mère et le nouveau couple eut encore trois enfants avec lesquels, après avoir vécu à Saint-Etienne, il partit vivre en région parisienne, du fait des responsabilités syndicales de René, sans oublier les séjours à Saint-Julien où Xavérine avait conservé la modeste maison héritée de ses parents, un jardinier et une ouvrière du textile. Leur tombe est située près de l'entrée du cimetière (côté parking).

René MATHEVET fut secrétaire de l'Union Départementale CFTC de la Loire de 1946 à 1963, membre du Bureau Confédéral CFTC de 1949 à 1955 puis de 1960 à 1964. Il devint alors membre du Bureau Confédéral de la CFDT jusqu'en 1970 et à ce titre, fut membre de la délégation CFDT qui participa aux célèbres accords de Grenelle en 1968. Membre du Conseil Economique et Social de 1959 à 1969, il fut enfin vice-président de la CFDT de 1967 à 1970.

D'une famille modeste (père passementier, tué sur le Front en Novembre 1914, mère couturière qui dut élever seule ses deux fils pupilles de la Nation) il entre après le lycée à la Manufacture Française d'armes et de cycles de Saint-Etienne, dont le nom concentré fut ensuite Manufrance. C'est au moment du Front Populaire, en Juin 1936, qu'il adhéra à la CFTC.

Dans la Loire, les premiers pas de la CFTC furent timides. « Les » CFTC, conviendrait-il de dire, car, comme il y avait alors à l'église des bancs pour les hommes et des bancs pour les femmes, il y avait une CFTC masculine et une CFTC féminine ! Pourtant, la CFTC ne tarda guère à se faire remarquer : 1924 est en effet marquée par la grande grève de la métallurgie ligérienne. Elle démarre le 3 Mars à

l'usine Leflaive (1800 salariés) à cause du licenciement de deux fondeurs qui réclamaient l'application de la loi sur la journée de 8 heures votée cinq ans plus tôt ! En un peu plus d'une semaine, la grève s'étendit à plus de trente entreprises du département et mobilisa 20 000 métallurgistes. Mais les patrons, à commencer par LEFLAIVE, refusèrent de négocier. Le préfet proclama l'état de siège, les manifestations furent réprimées et une quarantaine de militants furent arrêtés dont le jeune Benoît FRACHON, secrétaire de l'UD CGTU 42 et Marcel THIBAUD, secrétaire du syndicat CGTU 42 des métaux. Dans l'impasse, les salariés décidèrent de reprendre le travail le 11 Avril, après plus d'un mois de grève pendant lequel on vit apparaître un nouveau syndicat, la CFTC, dont le secrétaire nommé VIDAL, fondeur chez LEFLAIVE, fut mis lui aussi dans la charrette des licenciés.

Cette grève fut marquée par une prise de position aux conséquences importantes. En effet, le cardinal MAURIN, archevêque de Lyon, déclara que « l'association est un droit fondé sur la nature ». Cette déclaration, huée dans les milieux patronaux, applaudie par les salariés, reconnaît en effet l'association, c'est-à-dire le syndicalisme, ce qui va commencer à permettre au syndicalisme chrétien d'être autre chose qu'une création du patronat et de l'Eglise, d'autant que les Jocistes (nom de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne) affirmèrent de plus en plus leur volonté d'indépendance par rapport à la hiérarchie ecclésiastique. Ces nouveaux militants se firent remarquer en 1935 et 1936 au moment des grèves aux Forges et Aciéries de la Marine et en 1937 surtout, au moment de la célèbre grève dite des « cent jours » à Mimard, grèves qui permirent à l'UD CFTC 42 de passer de quelques centaines d'adhérents à près de 10 000 ! Mimard, du nom du fondateur de la Manufacture Française d'armes et de cycles de Saint-Etienne, occupe alors 1800 salariés sans compter les 8000 qui sont employés par les sous-traitants. Une des causes de la prospérité de l'entreprise ayant été la vente par correspondance avec le lancement du célèbrissime catalogue Le Chasseur Français, Mimard refuse d'appliquer la convention collective de la métallurgie de la Loire et lui préfère celle du commerce beaucoup moins avantageuse pour les salariés. Le 3 Août 1937, l'ensemble du personnel occupe les locaux. C'est le début d'une grève de 100 jours dont les salariés sortiront vainqueurs. Membre du comité de grève, René MATHEVET sera particulièrement actif, ce qui lui vaudra peu après d'être licencié.

En Janvier 1938, il devient secrétaire adjoint de l'UD CFTC de la Loire. Mobilisé en Août 39, il est fait prisonnier le 20 Mai 1940. Trois tentatives d'évasion lui valent d'être déporté à Rawa-Ruska, alors en Pologne Orientale, aujourd'hui en Ukraine, un camp qui était pour les Français ayant tenté de s'évader un camp de représailles aux conditions très dures. Il en revint physiquement très affaibli, mais avec un moral à toute épreuve. Il fut alors élu secrétaire général de l'UD CFTC de la Loire, fonction qu'il occupa jusqu'en 1963.

Il rejoint assez vite la tendance minoritaire RECONSTRUCTION lancée en 1945 par Paul VIGNAUX secrétaire général du SGEN-CFTC (Syndicat Général de l'Education Nationale) et avec ses camarades Marcel GONIN et Jean RECHATIN donne à l'UD un cours nouveau. Il entend tout d'abord détacher celle-ci de l'influence du MRP (Mouvement Républicain Populaire), un parti d'inspiration démocrate-chrétienne et franchement centriste, qui compte parmi ses dirigeants Georges BIDAULT, Maurice SCHUMANN, Jean LECANUET... Ne refusant pas certaines actions communes avec la CGT, il n'en soutient pas moins la création de l'UD FO (Force Ouvrière) et développe ensuite les relations entre l'UD FO, l'UD CFTC et la FEN. 1948 est en effet l'année d'une nouvelle scission de la CGT après que la

CGT et la CGTU se sont réunifiées en 1936 au moment du Front Populaire. Mais les minoritaires qui avaient formé la CGTU étant devenus majoritaires, les ex-majoritaires dirigés par Léon JOUHAUX firent à leur tour sécession. Néanmoins, comme au niveau national, les 3 UD (CGT, CFDT, FO) et la FEN (Fédération de l'Education Nationale qui n'avait pas choisi entre la CGT et FO au moment de la scission de 1948) manifestèrent ensemble pour « la paix en Algérie », notamment en 1961 au moment du putsch des généraux : René MATHEVET sensibilisa l'UD CFTC à cette cause.

Porte-parole de la tendance Reconstruction, il présenta au congrès confédéral de 1955 un projet d'inspiration socialiste en rupture avec le catholicisme social et où apparaît la notion de planification démocratique.

L'audience de Reconstruction grandissant rapidement, se pose la question d'une nouvelle confédération, déconfectionnalisée. René MATHEVET et Albert DETRAZ sont pressentis pour en prendre la tête. Mais on leur préférera finalement Eugène DESCAMPS, peu lié à Reconstruction et dont les convictions religieuses indiscutables semblent un atout pour éviter une hémorragie d'adhérents lors du passage à une confédération laïque. Eugène DESCAMPS fut donc élu secrétaire général au Congrès de 1964 qui vit la naissance de la CFDT (Confédération Française Démocratique du Travail), une minorité continuant toutefois la CFTC.

Sans pour autant abandonner l'idée qu'il avait déjà du temps où il était secrétaire général de la CFTC ligérienne et qui consistait à réaliser la fusion organique de FO, de la FEN et de la CFTC devenue CFDT, René MATHEVET va néanmoins soutenir Eugène DESCAMPS dans son projet d'action interconfédérale avec la CGT, projet qui aboutit en Janvier 1966. Cet accord permit de puissantes manifestations communes dès le mois de Mai de la même année, un accroissement considérable du nombre de jours de grève en 1967 et, toujours en 1967, des manifestations communes auxquelles se rallièrent FO et la FEN contre les ordonnances gouvernementales visant à démanteler la Sécurité Sociale. L'accord CGT-CFDT de Janvier 1966 est donc bien l'une des racines des événements de Mai-Juin 1968.

Comme indiqué plus haut, René MATHEVET fit partie de la délégation CFDT qui participa aux négociations de Grenelle. Responsable du secteur confédéral d'action professionnelle et sociale et membre du Conseil Economique et Social, il travailla beaucoup sur la section syndicale d'entreprise et son travail fut l'une des sources de la loi de Décembre 1968 sur le droit syndical dans l'entreprise. Mais l'étoile d'Edmond MAIRE entré au bureau confédéral au Congrès de 1967 monte toujours plus haut. Proche du PSU de Michel ROCARD pour lequel il ne cesse de manœuvrer, il va déboussole et affoler l'organisation, la faisant entrer dans une période de turbulences par le lancement inattendu - sans qu'elle ait été réfléchi - de l'idée d'autogestion, qui heurte de plein fouet la planification démocratique prônée par René MATHEVET et le syndicalisme de masse cher à DESCAMPS. Au congrès de 1970, René MATHEVET ne sollicita pas le renouvellement de son mandat au bureau confédéral. En 1979, il prend sa retraite, en abandonnant tous les mandats qui lui restaient.

Edmond MAIRE succéda à Eugène DESCAMPS en 1970 et fut secrétaire général de la CFDT jusqu'en 1988. En 1978, il imposa son fameux recentrage, c'est-à-dire le retour de l'organisation à l'acceptation du libéralisme, ligne poursuivie par ses successeurs. A partir de 1980, Eugène DESCAMPS se mit à polémiquer publiquement avec son successeur qu'il accusait de dérive libérale et

anti-unitaire. Il fut appuyé par d'ex-minoritaires importants de l'ex-CFTC, Albert DETRAZ et Gilbert DECLERCQ et aussi par Paul VIGNAUX, l'historique fondateur de la tendance Reconstruction. Mais il fut désavoué par René MATHEVET et Laurent LUCAS, autres minoritaires importants de l'ex-CFTC...

4 – LA MÉMOIRE OUVRIÈRE PIRAILLONNE : UN COCON LOIN D'ÊTRE DÉVIDÉ...

Claude LIOGIER eut son berceau à Saint-Julien, René MATHEVET y a son tombeau. L'évocation de ces deux figures différentes mais proches l'une de l'autre, dissemblables mais complémentaires, ne doit pas masquer que l'histoire du syndicalisme pirailon est quasiment une terre inconnue qui reste à explorer. Pour preuve : lorsque l'entreprise GILLIER & PAYEN a déposé son bilan en 1986, la municipalité de Saint-Julien, qui a racheté les bâtiments de l'usine, a accepté de déposer aux Archives Départementales de la Loire les archives de cette société qui avait été la plus importante de toutes les sociétés textiles pirailonnes...

Transportées à Saint-Etienne en 1993, elles ont été classées, répertoriées et constituent un fond de 37 mètres linéaires, ce qui est un fond d'importance, même si comme dans tout fond, tout n'est pas forcément d'un grand intérêt. Un répertoire de ces archives a même été publié en 1998 (répertoire numérique de la sous-section 101 J).

En 2019, ces archives GILLIER-PAYEN n'ont toujours pas été exploitées, du moins à Saint-Julien ! Mais on sait que les études historiques sont faites pour être sans cesse revisitées, approfondies, élargies.

5 – IN MEMORIAM (MON CONCITOYEN) JOSEPH CANCADE

Il est né à Saint-Julien en 1897 mais sa famille s'est établie à Givors un peu avant 1914. Toute sa vie, il aima raconter son enfance à Saint-Julien, marquée par les affrontements entre les pirailons blancs et les pirailons rouges, les batailles que menaient les républicains laïcs pour faire respecter la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat de 1905.

Il travailla d'abord au PLM (la compagnie ferroviaire privée qui desservait alors le grand Sud-Est) puis à EDF, tandis que son frère s'établissait comme fabricant de limonade, marchand de boissons et de charbon. Il adhéra à la CGT et, dès 1921, au Parti Communiste. Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, il fut responsable d'un groupe de Résistants sur l'agglomération givordine. Le 21 Août 1944, pendant les combats de la Libération, alors qu'ils se trouvaient tous les deux sur les marches de l'Hôtel de Ville de Givors, son camarade Laurent GARDIOLA fut abattu par une balle allemande.

Joseph CANCADE siégea sans interruption au Conseil Municipal de Givors de 1944 à 1963, année durant laquelle il mourut d'un cancer.

Documents extraits de l'ACTION MUNICIPALE GIVORDINE :



L'adieu du Conseil Municipal à

Joseph CANCADE

qui, durant 20 ans

fut un administrateur dévoué de la Commune

Eloge prononcé par C. VALLIN, le 24 avril 1963

GIVORS S'ÉQUIPE ET S'EMBELLIT

par J. CANCADE et P. DARFEUILLE

Adjoints au Maire.

LAVOIRS

Le lavoir du passage Mussieu a été mis en service. Coût 1.500.000 frs à la charge de la commune. Les habitants de ce secteur dépourvu d'eau ne seront plus obligés d'aller au Rhône, qui avec la pollution des eaux devenait inaccessible aux lavandières.

Le lavoir prévu rue Fleury-Neuvesel, a été mis en adjudication. La construction de ce lavoir annoncée depuis 1954 a été retardée par les difficultés rencontrées pour son implantation. Le premier emplacement n'ayant pu être retenu, des pourparlers très longs durent être engagés avec la S.N.C.F. pour obtenir le terrain, achat de terrain et construction s'élevant à 1.700.000 frs couverts par un emprunt en 20 ans auprès de la Caisse d'Épargne.

Lavoir quai du Bassin — Le Conseil Municipal a adopté le projet de construction de ce lavoir le 19 mars 1956, projet qui a été approuvé le 7 juin pour un montant de 277.000 frs.

La difficulté réside dans l'implantation car on sait que dans ce quartier existe un projet de partage d'auto-route St-Etienne-Givors dont les emprises ne sont pas encore fixées d'une façon définitive.

Aussi, la municipalité a pensé qu'il fallait faire un lavoir démontable avec des éléments préfabriqués, une partie des travaux devant être faits par les ateliers municipaux.

Ce lavoir sera implanté en bout du bassin vers l'entrée du port pétrolier, et il pourra être éventuellement transféré à un autre emplacement si les projets routiers l'imposaient.

ÉGOUTS

En 1956, une tranche d'égouts vient d'être terminée. Bani, 2 km., rue du Moulin, 1 km. Vieux-Moulin, 1 km.

d'eau, les Cornets, longueur 2 kms environ, qui viendront s'ajouter en 1957 au réseau existant. Coût 17 millions, 2 emprunts ont été contractés auprès de la Caisse d'Épargne. Sur ces sommes une subvention de 20 % a été accordée par l'État : une avance sans intérêt de 20% également sur le montant des travaux a été consentie par le département remboursable en 30 ans.

VOIRIE URBAINE

La réfection et le goudronnage ont été effectués rue du Moulin, chemin de Bans et une partie rue des Tuileries. Coût : 7.500.000 frs entièrement à la charge de la commune. Emprunt auprès de la Caisse d'Épargne remboursable en 20 ans.

CHEMINS VICINAUX

Vicinal n° 6 dit du « Marloly ».

Un effort important a été fait sur cette voie, certaines sections de la chaussée ont été élargies et sur toute sa longueur de 3 km. 600 une fondation en gravier de carrière a été établie. L'empierrement et le goudronnage seront commencés en 1957.

Vicinal n° 8 dit « de Bans à Cras »

L'empierrement et le goudronnage de 800 mètres ont été effectués entre la

Maison Blanche et le Drevet. Toute la partie de cette voie publique comprise entre la place du Suel et la départementale n° 59 (route Croix-Régis soit 4 km. 200) est maintenant macadamisée et munie d'un revêtement.

Les travaux d'aménagement entre ce dernier point et le hameau de Bans seront entrepris en 1957.

Chemin vicinal n° 10 dit « De Mont-
« gelas aux Chênes »

Une section de 1.400 mètres de longueur a été remise complètement en état en 1956 (fondation de chaussée, empierrement de surface et goudronnage).

Maintenant, la longueur totale de ce chemin soit 2.900 mètres comprise entre le chemin départemental n° 83 route de Chassagny et le chemin départemental n° 2 Côte de Montrond, est en très bon état de viabilité.

Un emprunt de 7.500.000 frs contracté par la ville auprès de la Caisse d'Épargne de Givors permettra avec les ressources ordinaires de la vicinalité, de parfaire en 1957 l'amélioration du réseau vicinal notamment :

- chemin vicinal n° 1 Les Plaines.
- Chemin vicinal n° 4 de la Forestière à Montgelas (limitrophe avec la commune de Chassagny).

